



AZERBAIDJAN

Assassinat d'Elmar Husseynov

L'enquête ne doit pas s'arrêter aux exécutants



www.rsf.org

Mai 2005

Enquête : Pascale Bonnamour

Reporters sans frontières

Secrétariat international

Bureau Europe

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris-France

Tél. (33) 1 44 83 84 67

Fax (33) 1 45 23 11 51

E-mail : europe@rsf.org

Web : www.rsf.org

Le 2 mars 2005, **Elmar Husseynov**, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Monitor*, est froidement abattu de sept balles dans le corps, alors qu'il regagne son domicile.

Alarmée par cet événement d'une gravité exceptionnelle et soucieuse de vérifier la bonne marche de l'enquête menée par les autorités, Reporters sans frontières s'est rendue à Bakou, du 6 au 9 avril.

Au cours de leur mission, les représentants de l'organisation ont rencontré Ilham Aliev, le chef de l'Etat, Ramil Usubov, le ministre de l'Intérieur, Ramiz Rzayev, le procureur général adjoint, ainsi que l'épouse, les collègues et l'avocat du journaliste assassiné, les rédacteurs en chef des principaux journaux indépendants et d'opposition, les ambassadeurs de Norvège et de France, le représentant du Conseil de l'Europe.

L'enquête menée par les autorités, à laquelle collaborent la police fédérale américaine (FBI) et la police turque, est « irréprochable » sur le plan de la procédure, de l'aveu même de l'avocat de la famille du journaliste. La piste liée à l'activité professionnelle d'Elmar Husseynov et celle d'un assassinat commandité depuis l'étranger sont, aujourd'hui, les deux seules retenues par les autorités. Le 8 avril, les services de sécurité ont d'ailleurs requalifié le « meurtre prémédité » d'Elmar Husseynov en « provocation à l'encontre de l'Etat azéri » et « acte de terrorisme ». Selon le chef de l'Etat, cet assassinat serait une tentative de « destabilisation politique » qui pourrait émaner de l'Arménie, du lobby arménien ou encore de la Russie. Le 22 avril, un ressortissant azéri originaire de Géorgie a été inculpé d'assassinat dans ce dossier. Le 4 mai, les autorités ont dévoilé l'identité d'un deuxième suspect de nationalité géorgienne qui est actuellement recherché. Le 19 mai, les services de sécurité ont annoncé qu'un mandat d'arrêt international était lancé à l'encontre du ressortissant géorgien Teymuraz Aliev.

Ce crime - le premier depuis de nombreuses années en Azerbaïdjan - a résonné comme un

coup de tonnerre dans un paysage médiatique caractérisé par l'absence de pluralisme du secteur audiovisuel et par un clivage marqué entre une presse d'opposition politisée à outrance, et une presse progouvernementale, dépourvue de tout sens critique. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliev, le 31 octobre 2003, les journalistes ont assisté à une dégradation continue et inquiétante de la situation de la liberté de la presse. Depuis janvier 2004, pas moins de huit journalistes ont été interpellés et six ont été brièvement séquestrés et menacés. Les professionnels de la presse encourent toujours jusqu'à trois ans de prison pour diffamation et jusqu'à six pour « insulte à l'honneur et à la dignité du Président ».

L'assassinat d'Elmar Husseynov est intervenu quelques mois avant les élections législatives cruciales de novembre prochain. Le 20 avril, le Conseil de l'Europe, très critique envers le dernier scrutin en 2003, a regretté l'absence de dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Les médias et de nombreux chefs de file de l'opposition ont immédiatement établi un parallèle entre l'affaire Husseynov et l'assassinat, en 2000, du journaliste ukrainien Géorgiy Gongadze qui avait contribué à fissurer le pouvoir du président Leonid Koutchma.

L'année 2005 constitue également un tournant pour l'Azerbaïdjan sur le plan économique avec l'inauguration, le 25 mai, d'un oléoduc reliant Bakou, Tbilissi (Géorgie) et Ceyhan (Turquie). La mise en exploitation est prévue en octobre-novembre. Cet oléoduc devrait offrir à l'Etat un



Sur les lieux du crime



www.rsf.org

accès direct aux marchés mondiaux du pétrole, ce qui ne va pas sans froisser la susceptibilité du grand voisin russe.

Un assassinat commandité

Elmar Husseyinov était l'un des journalistes de langue russe les plus en vue d'Azerbaïdjan. Ingénieur hydroélectricien en Russie, il est devenu journaliste en 1995. Trois ans plus tard, il achète une imprimerie à Bakou et édite trois journaux qui vont s'illustrer par leur indépendance de ton : *Bakinski Bulvar*, *Bakiskie Vedomosti* et *Monitor*. Dans un pays où les journalistes ne recourent pas toujours leurs informations, Elmar Husseyinov a très vite été reconnu par ses pairs pour son professionnalisme. L'hebdomadaire *Monitor*, publié en russe (5 000 exemplaires), paraissait tous les samedis depuis 1996, malgré une pluie d'amendes exorbitantes, à la suite de procès en diffamation, la fermeture de son imprimerie en 2000 et le blocage de ses comptes bancaires.

Ces dernières années, Elmar Husseyinov, que ses proches décrivent comme un « indépendant pathologique », a mené de nombreuses enquêtes sur des affaires de corruption ou d'abus de pouvoir touchant directement les membres du gouvernement et de la famille du président Ilham Aliev. Dans les 30 pages du journal, qu'il rédigeait quasiment seul chaque semaine, le rédacteur en chef de *Monitor* n'épargnait pas non plus l'opposition. Du coup, il comptait un grand nombre de détracteurs.

Interrogées par Reporters sans frontières, deux personnes, qui ont préféré garder l'anonymat, ont affirmé qu'Elmar Husseyinov avait reçu des menaces de mort explicites en janvier 2004, lors d'un entretien avec des membres du ministère de la Sécurité intérieure. « Si tu continues à écrire sur Ilham Aliev ou son épouse, on te tue », lui aurait-on signifié. Des propos confirmés par l'épouse du journaliste, Rushana Husseyinova.

C'est à la mi-février 2005 que le journaliste aurait pris conscience de l'imminence du danger. « Elmar m'a confié qu'il songeait sérieusement à quitter le pays, mais je l'ai réconforté en lui disant qu'il était impensable que le pouvoir ait établi une « liste noire » de journalistes et de personnalités à éliminer physiquement », a raconté un ami personnel du journaliste désireux de conserver l'anonymat. Une seconde personne, qui ne souhaite pas non plus révéler son identité, confirme cette version : « Il m'a parlé de cette liste deux semaines avant sa mort, sans

vouloir me dévoiler sa source. Comme j'ai insisté, il m'a précisé que c'était un membre de la garde présidentielle, sans toutefois me donner son nom. J'ai pris la menace au sérieux et je lui ai dit de faire très attention. »



Elmar Husseyinov

C'est également à cette même période que le journaliste, alors accompagné de son épouse et de son jeune fils Aslan, avait surpris dans l'entrée de son immeuble un inconnu qui semblait les surveiller. « Il avait une attitude étrange, son bras, recouvert par le pan de sa veste, était croisé sur sa poitrine, comme si sa main tenait une arme », a précisé l'épouse d'Elmar Husseyinov à Reporters sans frontières.

Par ailleurs, environ dix jours avant l'assassinat du journaliste, un certain « Vussal », très brun, de maigre corpulence et de petite taille, s'est présenté à cinq reprises au domicile du rédacteur en chef de *Monitor*, chaque fois entre 14h et 15h. Il s'est enquis auprès de son épouse, présente dans l'appartement avec son fils âgé d'un an et demi, de l'heure à laquelle le journaliste rentrait habituellement le soir. Son épouse a invariablement demandé à l'individu de revenir le matin, lorsque son mari serait présent. La dernière visite de ce « Vussal » a eu lieu le 24 février. Il a ensuite contacté Elmar Husseyinov sur son portable, le 28, afin de lui proposer de le rencontrer dans le centre-ville. Mais « Vussal » n'a jamais honoré ce rendez-vous, pourtant fixé à son initiative.

Des premières heures confuses

Selon plusieurs témoignages, une panne de courant est survenue à l'étage où habitait Elmar Husseyinov et sa famille, quelques minutes seulement avant le drame. L'ensemble des témoins entendus par les enquêteurs ont confirmé que l'assassinat avait eu lieu vers 21 heures.

Selon les premières conclusions du groupe d'investigation, ainsi que de la police turque et du FBI américain, l'assassin attendait Elmar Husseyinov entre le 1er et le 2e étage de son immeuble. D'après les expertises balistiques, il a tiré sept projectiles. Le tueur a tout d'abord

tiré quatre balles dans le dos d'Elmar Husseynov, qui montait l'escalier. Les cinquième et sixième balles ont touché les poumons et la nuque. La dernière a atteint le visage du journaliste. Si l'on se fie aux premières conclusions des enquêteurs, qui rejoignent le témoignage de l'épouse du journaliste, Elmar Husseynov a toutefois réussi à gagner la porte de son appartement, avant de s'écrouler. C'est à ce moment-là que Rushana Husseynova, alertée par un bruit sourd provenant du couloir, a trouvé son mari effondré devant la porte, baignant dans une mare de sang. Celle-ci n'a entendu aucune détonation au moment du crime car l'assassin avait équipé son pistolet d'un silencieux. La sœur de Rushana Husseynova et le père du journaliste, Sabir Husseynov, étaient alors également présents dans l'appartement.

La police locale de l'arrondissement Nizami est intervenue quelques minutes seulement après l'assassinat. Cette rapidité d'intervention est jugée assez inhabituelle en Azerbaïdjan et Rushana Husseynova ignore qui l'a appelée. Les personnes interrogées par Reporters sans frontières ne sont pas en mesure de le préciser et supposent que ce sont des voisins qui ont alerté les forces de l'ordre. Le témoignage de l'épouse de la victime révèle le manque de confiance des citoyens à l'égard des forces de l'ordre, soupçonnées d'être tout simplement le bras armé du pouvoir. « Dès que les policiers sont arrivés, ils n'ont pas cessé de me crier dessus. J'ai eu peur qu'ils ne dissimulent des preuves car ils voulaient emmener immédiatement le corps de mon mari », se souvient Rushana.

Une extrême confusion régnait sur les lieux du crime, dans les heures qui ont suivi le meurtre du journaliste. Les représentants des ambassades de Norvège et de France se sont rendus sur place environ un quart d'heure après la mort du rédacteur en chef de *Monitor*. Vers 21h30, l'ensemble de la presse, notamment



Le cadavre du journaliste criblé de 7 balles

d'opposition, était présente. Le procureur général, Zakir Garalov et le ministre de l'Intérieur, Ramil Usubov, se sont rendus sur les lieux durant la nuit.

Le seuil de la porte, couvert de sang, n'a pas été immédiatement bloqué par la police et des dizaines de personnes ont continué d'aller et venir entre l'appartement et le palier de l'immeuble, plusieurs heures après le crime. Ce n'est finalement qu'à trois heures du matin que Rushana Husseynova a accompagné la dépouille de son mari à la morgue, avant de se rendre à la mosquée, conformément à la tradition.

Si l'assassinat a été clairement prémédité, le mode opératoire et les nombreux indices matériels retrouvés sur le lieu du crime permettent de penser que le tueur n'était pas un professionnel. Le 3 mars, les enquêteurs ont retrouvé, derrière un arbre situé à environ 150 mètres de l'immeuble de la victime, un pistolet de marque russe Makarov, équipé d'un silencieux artisanal, ainsi qu'une veste légère, une cagoule et deux mégots. Un cheveu prélevé sur la cagoule et les mégots sont actuellement expertisés conjointement par le FBI et les policiers turcs. Selon les premiers rapports balistiques, le pistolet de marque russe est bien l'arme du crime et aurait été enregistré en Bulgarie, à Plovdiv. Des experts russes ont précisé aux membres du groupe d'investigation, coordonné par Ramiz Rzayev, procureur général adjoint, que l'arme était à l'origine un pistolet à gaz anesthésiant, utilisé par les forces de l'ordre russes en raison de sa grande légèreté, qui aurait été transformé par la suite.

Plusieurs suspects interpellés

Une enquête criminelle a été ouverte le 3 mars par le procureur Eldar Mejidov, pour « meurtre prémédité commis avec atrocité particulière » et « possession illégale d'arme à feu » (articles 120.2.4 et 228 du code pénal).

Très vite, les autorités ont souhaité associer d'autres Etats à l'enquête, afin, probablement, de lui conférer davantage de légitimité. Le 3 mars, le gouvernement azéri a sollicité la Russie, les Etats-Unis, la Turquie, la France et la Grande Bretagne. « Seuls les Etats-Unis et la Turquie ont décidé de nous aider », a expliqué Ramiz Rzayev à Reporters sans frontières.

Cinq membres du FBI sont arrivés

sur les lieux du crime, le vendredi 4 mars, et ont regagné les Etats-Unis une semaine plus tard. Leur rôle a été essentiellement technique.

La police turque s'est rendue à Bakou du 7 au 20 mars afin de collaborer au groupe d'investigation. Le 10 mars, des membres du gang du lieutenant-colonel Hadji Mamédov ont été arrêtés. Ce groupe d'ex-fonctionnaires du ministère de l'Intérieur a enlevé et tué de nombreuses personnalités depuis 10 ans.

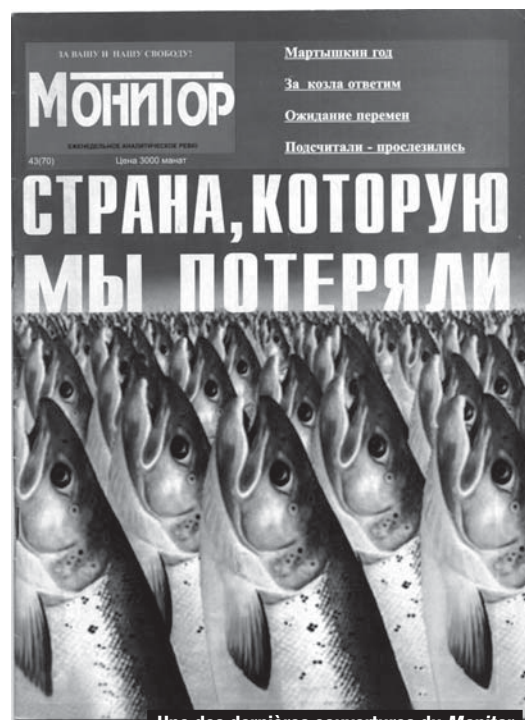
Le 4 avril, Ramazan Er, responsable adjoint des services de sécurité turcs, a déclaré que le gang de Hadji Mamédov avait assassiné Elmar Husseynov.

Le 8 avril, le colonel Kamil Sadraddinov, responsable adjoint du Département de la sécurité intérieure du ministère de l'Intérieur, a également été arrêté par les policiers azéris. Ce colonel aurait été informé des agissements du lieutenant-colonel Hadji Mamédov et lui aurait extorqué de l'argent en échange de son silence. Mais, contrairement aux responsables turcs, les autorités de Bakou n'ont pas confirmé que les arrestations des membres du gang de Hadji Mamédov et celle de Kamil Sadraddinov étaient liées à l'assassinat d'Elmar Husseynov.

Le chef de l'Etat, le ministre de l'Intérieur et le procureur adjoint s'accordent à dire que les pistes privilégiées initialement (affaire de mœurs ou d'argent, vengeance personnelle, règlement de comptes familial) ont été abandonnées, après un mois d'enquête. L'hypothèse retenue est bien celle d'un assassinat politique lié à l'activité professionnelle de la victime. Le chef de l'Etat s'est toutefois interrogé auprès de Reporters sans frontières sur le fait que ce crime soit survenu à ce moment-là : « Cela faisait dix ans que de nombreuses personnes auraient pu légitimement se sentir offensées par ses critiques. », a-t-il précisé.

Le 8 avril, considérant que les deux pistes retenues étaient désormais celle liée aux écrits du journaliste et celle d'un assassinat commandité de l'étranger, le procureur général a annoncé que le ministère de l'Intérieur était dessaisi du dossier et que l'enquête était confiée aux services de sécurité, requalifiant le « meurtre prémédité » en « provocation à l'encontre de l'Etat azéri » et « acte de terrorisme ».

Selon Ramiz Rzayev, procureur général adjoint et responsable du groupe d'investigation, des centaines de voisins, de responsables des magasins environnants, de collègues et d'amis ont été interrogés depuis le début de l'enquête.



Une des dernières couvertures du Monitor

Les enregistrements des caméras vidéo situées sur l'itinéraire du journaliste, entre son lieu de travail et son domicile, ont été visionnés par les policiers afin de repérer d'éventuels suspects. Elton Guliyev, l'avocat de Rushana Husseynova, qui a assisté auparavant la victime dans une vingtaine d'autres affaires, confirme que l'enquête menée par les autorités est, pour l'instant, irréprochable sur le plan de la procédure. D'après ses propres informations, elle mobilise plus d'une soixantaine de personnes. L'épouse du journaliste assassiné a déclaré à Reporters sans frontières avoir été entendue par la police et par les membres du groupe d'investigation une dizaine de fois. Chaque entretien aurait duré environ quatre heures. Elle a également été entendue par les policiers turcs à deux reprises mais n'a pas rencontré de représentant du FBI. L'avocat estime en revanche que si l'enquête peut rapidement déboucher sur l'arrestation des exécutants de cet assassinat, le pouvoir fera tout pour occulter l'identité des commanditaires.

Le 7 avril, Ali Hasanov, le responsable des relations publiques du Président, a annoncé à Reporters sans frontières que six suspects, tous d'origine azérie, avaient été arrêtés le 25 mars. Parmi eux, deux auraient vécu en Russie et dans un autre Etat qui n'a pas été mentionné. Le 22 avril, les autorités ont annoncé que l'un de ces six suspects se dénommait Turgai Bairamov, âgé de 29 ans, citoyen azéri d'origine géorgienne habitant Bakou depuis 1990. Il a été accusé de complicité dans l'affaire Elmar Husseynov et placé en détention à la prison du ministère de la Sécurité d'Etat de Bakou. Il est



soupçonné d'avoir acheté les téléphones portables d'autres personnes impliquées dans le meurtre et qui n'ont pas encore été identifiées. Les cinq autres suspects ont été relâchés.

Le 4 mai, les services de sécurité ont annoncé dans un communiqué que le « suspect numéro un » était un citoyen géorgien, Tahir Khoubanov. Agé de 46 ans, il a été identifié grâce au portrait-robot, établi par l'épouse du journaliste, de l'individu qui s'était présenté à plusieurs reprises à son domicile, sous le nom de « Vussal », peu de temps avant l'assassinat de son mari. Tahir Khoubanov, soupçonné d'avoir quitté l'Azerbaïdjan le jour de l'assassinat, est actuellement recherché par les forces de sécurité azéries. Le 19 mai, les services de sécurité ont annoncé qu'un mandat d'arrêt international était lancé à l'encontre du ressortissant géorgien Teymuraz Aliev.

Un véritable électrochoc

Cet assassinat a entraîné une réaction immédiate des autorités. Le président de la République, Ilham Aliev, a convoqué le Conseil de sécurité dès le lendemain et annoncé la mise en place immédiate d'un groupe d'investigation spécial, comprenant les services de sécurité, le ministère de l'Intérieur et le parquet azerbaïdjanais, placé sous la responsabilité de Ramiz Rzayev, procureur général adjoint. «Le chef de l'Etat a ordonné la résolution rapide de ce meurtre et des contrôles sur les conditions dans lesquelles sera menée l'enquête», ont indiqué dans un communiqué conjoint, le 3 mars, les services de sécurité, le ministère de l'Intérieur et le parquet.

A l'étranger, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, a déclaré, dans un communiqué diffusé le 3 mars : « Je suis choqué par le meurtre brutal d'Elmar Husseyinov, qui a tout l'air d'un crime commandité, et je le condamne de la plus ferme manière. » Il a lancé le lendemain du crime un « appel aux autorités azerbaïdjanaises » pour que les responsables soient traduits en justice.

Selon des organisations locales, plus de 10 000 personnes se sont réunies dans les rues de la capitale azérie lors de l'enterrement du journaliste, le 4 mars. Interrogé la veille des funérailles par Reporters sans frontières sur l'éventualité d'un mouvement de protestation en réaction à cet acte odieux, un journaliste indépendant avait pourtant évoqué au téléphone son scepticisme, compte tenu du climat de peur qui s'était abattu sur la profession journalistique. Lors de la cérémonie d'adieu au journaliste, Ali Hasanov, responsable des relations publiques

du Président, s'est fait huer par la foule en colère.

A l'occasion d'une visite à Varsovie (Pologne) le 31 mars, Ilham Aliev a dû modifier son itinéraire



raire à la dernière minute car l'Université avait été bloquée par des étudiants azéris qui brandissaient des portraits d'Elmar Husseyinov, exigeant une enquête internationale et impartiale sur la mort tragique du journaliste.

Le 9 avril, une manifestation « contre la terreur » a réuni environ 3 000 personnes, selon les organisateurs, en mémoire à Elmar Husseyinov. Les membres de Reporters sans frontières avaient prié le chef de l'Etat, rencontré la veille, de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute violence à l'encontre des représentants des médias. La manifestation, initialement interdite par le maire de Bakou, a finalement été autorisée aux abords de l'Académie des Sciences.

L'opposition s'engouffre dans la brèche

Plusieurs membres de l'opposition se sont engouffrés dans la brèche ouverte par l'assassinat du journaliste en mettant les autorités sur la sellette. Ali Kerimli, président du Parti du front populaire, a été l'un des plus virulents accusateurs du pouvoir lors des funérailles, le 4 mars. « Elmar est une victime de la terreur politique. Il est devenu une victime de la vérité. Tout le monde sait à quel point il est difficile de dire la vérité dans ce pays. Ils ont voulu le forcer à se taire, mais on ne peut forcer le peuple à se taire. Cela ne nous effraye pas. Nous allons mener la lutte jusqu'au bout », a-t-il déclaré, lors d'une cérémonie organisée à l'intérieur du bâtiment de l'Académie des Sciences de Bakou. Il a également donné « deux semaines » aux autorités pour « trouver les tueurs » et prouver ainsi qu'elles ne sont pas impliquées.



www.rsf.org

La famille convaincue de la responsabilité du pouvoir

« Il s'agit d'un meurtre politique », ne cesse de répéter Rushana Husseynova, la veuve du rédacteur en chef de *Monitor*. Pour les proches d'Elmar Husseynov, le journaliste était la « bête noire » du pouvoir. Sans désigner une personne en particulier, Rushana Husseynova voit la main du pouvoir dans l'assassinat de son mari. Elle a exprimé par ailleurs son inquiétude concernant la décision de la justice, prise le 8 avril, de dessaisir le ministère de l'Intérieur de l'affaire au profit des services de sécurité. « Cela signifie que l'on veut enterrer le dossier », a-t-elle affirmé.

Les autorités ont tenté d'apaiser la colère de la famille en offrant, le lendemain du crime, une pension de 100 dollars par mois pour le jeune fils de la victime mais Rushana Husseynova a refusé. Sabir Husseynov, le père du journaliste, a, pour sa part, accepté l'appartement de 100 m² que le gouvernement lui a offert dans Bakou. La nuit du crime, il avait pourtant déclaré à l'*Agence France - Presse (AFP)* qu'il s'agissait d'un meurtre politique : « Je ne sais pas qui exactement a donné l'ordre de commettre ce meurtre, mais c'est quelqu'un du gouvernement. Nous nous attendions à cela, mais pas aujourd'hui. » Il a infirmé cette thèse lors d'une déclaration publique à l'occasion des funérailles. Sabir Husseynov a par ailleurs été reçu officiellement par Ilham Aliev le 11 avril 2005.

Une « liste noire » établie par le pouvoir ?

Les rédacteurs en chef des principaux médias indépendants et d'opposition, rencontrés par Reporters sans frontières, considèrent l'assassinat de leur confrère comme un avertissement lancé par le pouvoir, en vue de leur imposer le silence. Selon eux, des membres du gang du lieutenant-colonel Hadji Mamedov pourraient être les tueurs d'Elmar Husseynov.

Quant aux éventuels commanditaires de ce crime, les principaux rédacteurs en chef désignent des cercles proches du pouvoir qui pourraient se montrer désireux de maintenir leur influence sur le chef de l'Etat, susceptible d'épurer son entourage à l'approche des élections législatives. Il pourrait s'agir des clans nakhitchevanais, iérazes ou azéris d'origine arménienne. Ces « nouveaux riches » pourraient avoir fomenté cet assassinat afin de

fragiliser la position du Président et renforcer ainsi leur influence sur lui.

D'autres fustigent les membres des services secrets ou de la garde présidentielle, qui pourraient vouloir en finir avec celui qu'ils avaient déjà menacé de mort en 2004. Ces derniers rappellent la diatribe du député Jalal Aliev et oncle du chef de l'Etat qui a déclaré au Parlement, le 28 décembre 2004, qu'il fallait « combattre les journalistes de l'opposition qui sont totalement immoraux ». Nombreux sont ceux qui accusent également Beylar Ayubov, responsable adjoint de la garde présidentielle.

Les rédacteurs en chef fondent ces accusations sur l'existence d'une « liste noire », qui aurait été établie par le pouvoir, et dont trois personnes avaient eu connaissance par des sources distinctes. Interrogé par Reporters sans frontières, Ganimat Zahidov, rédacteur en chef du quotidien *Azadlig*, proche du Parti du front populaire (opposition), explique qu'il a eu connaissance de cette « liste noire » sur laquelle il figurerait en première position. « C'est moi qui aurais dû être assassiné le premier et non Elmar. J'ai été épargné car j'avais publié dans *Azadlig* le numéro de la plaque minéralogique de ceux qui me suivaient, les jours qui ont précédé la mort d'Elmar. » Mehman Aliyev, directeur de l'agence de presse indépendante *Turan*, confirme également l'existence de cette « liste noire ». « Un ancien membre des services secrets, que je connais bien, m'a conseillé de ne pas me promener seul, trois jours avant l'assassinat d'Elmar. Il m'a renouvelé son conseil le jour même de sa mort », a-t-il confié à Reporters sans frontières. Si l'on en croit une autre personne désireux de conserver l'anonymat, des diplomates mais aussi des défenseurs des droits de l'homme, telle que Leyla Yunus, figureraient également sur cette liste.



Rushana Husseynova (à droite) et l'équipe du *Monitor* au complet



www.rsf.org

AZERBAÏDJAN

Assassinat d'Elmar Husseynov : l'enquête ne doit pas s'arrêter aux exécuteurs

De plus, les responsables des journaux d'opposition rappellent qu'Elmar Husseynov était constamment harcelé ces dernières années par les autorités. En 2001, le rédacteur en chef de *Monitor* avait été condamné à six mois de prison, à la suite d'un procès pour « diffamation » engagé par Hadjibala Aboutalibov, le maire de Bakou. Le 29 juillet 2002, il avait été condamné pour « diffamation » à payer une amende de 10 000 euros et à publier un démenti après que le ministre de la Défense, Safar Abiyev, avait porté plainte suite à la publication d'un article critique à l'égard de l'armée. Le 4 avril 2003, la cour de Yasamal l'avait condamné à payer une amende équivalant à 4 500 salaires minimaux (4 600 euros environ) en vertu des articles 147.2 et 148 du code pénal pour « diffamation » et « insulte à l'honneur et à la dignité du Président ». Le 18 janvier 2005, le tribunal de Nizami à Bakou avait sommé Elmar Husseynov de payer 15 000 euros d'amende sous peine de voir sa responsabilité pénale engagée. Cette somme lui avait été réclamée trois ans auparavant, à la suite d'un procès en « diffamation » intenté contre le journal par le représentant du Nakhitchevan (république autonome d'Azerbaïdjan).

A qui profite le crime ?

« On avait commencé à s'habituer à ses articles, alors pourquoi vouloir le supprimer maintenant ? », s'est interrogé le chef de l'Etat, le 8 avril, lors de l'entretien d'une heure et demie qu'il a accordé à Reporters sans frontières, parfaitement conscient de l'enjeu politique majeur que représente cette affaire. « Cet assassinat est une atteinte terrible au développement démocratique de l'Azerbaïdjan. Les coupables seront identifiés et punis conformément à la loi car j'aspire à bâtir un Etat de droit en Azerbaïdjan », a déclaré d'emblée Ilham Aliev.

Force est de constater que cet assassinat est un événement particulièrement mal venu pour le chef de l'Etat, à l'approche d'une échéance électorale cruciale pour le pays. « A qui profite le crime ? » Telle est en substance la question



Le Président Ilham Aliev

que pose le chef de l'Etat, rejetant toute responsabilité. « Je regrette que certaines forces d'opposition profitent de la tragédie qui a frappé la famille Husseynov pour nous accuser », a-t-il déclaré à Reporters sans frontières. Il se dit toute-

fois convaincu que l'opposition n'était pas impliquée dans cette affaire : « Personnellement, je ne crois pas à cette version. »

Selon Ilham Aliev, il s'agit bien d'une « volonté de destabilisation de l'Azerbaïdjan ». Il désigne comme coupables possibles l'Arménie et le lobby arménien, ou bien la Russie. « L'Arménie est le vassal de la Russie, ce qui n'est pas le cas de l'Azerbaïdjan. Je le répète, je n'exclus pas la piste arménienne », a précisé le chef de l'Etat à Reporters sans frontières. Lors d'un entretien accordé à l'organisation, Ramil Usubov, ministre de l'Intérieur, a désigné les mêmes responsables. « N'oubliez pas le facteur pétrolier dans cette affaire », a également rappelé Ilham Aliev à Reporters sans frontières.

Le Président a souligné que l'assassinat d'Elmar Husseynov intervenait « juste avant les élections de novembre », excluant toutefois tout risque de révolution en Azerbaïdjan, car son pays n'est « ni la Géorgie, ni l'Ukraine ».

Ilham Aliev s'est montré confiant dans l'avancée de l'enquête : « Tout doit être révélé par l'enquête et c'est pour cela que nous avons fait appel à des experts internationaux ». Il s'est déclaré ouvert à toute nouvelle forme de collaboration : « Nous sommes prêts à coopérer avec Reporters sans frontières dans le cadre d'une démarche constructive et non politique. Nous vous fournirons toutes les informations que vous désirez sur l'enquête dans les semaines à venir, de façon régulière et sincère, car notre souci commun est bien d'élucider cet assassinat », a conclu Ilham Aliev.

Les recommandations

Ilham Aliev, conscient des troubles politiques susceptibles d'apparaître suite à l'assassinat d'Elmar Husseynov, s'est empressé d'effectuer un geste symbolique pour marquer sa volonté d'apaisement. Le 20 mars 2005, il a grâcié 114 prisonniers dont 53 figuraient sur une liste de « prisonniers politiques » établie par le Conseil de l'Europe. Rauf Arifoglu, rédacteur en chef du quotidien *Yeni Musavat* et vice-président du parti d'opposition Musavat figurait parmi eux. La Cour suprême d'Azerbaïdjan a toutefois refusé, le 29 mars, de lever les charges pesant sur lui, l'empêchant ainsi de participer aux élections législatives de novembre.

Membre du Conseil de l'Europe depuis janvier 2001, l'Azerbaïdjan doit souscrire en 2005 à un certain nombre d'engagements dans le domaine des médias. Le projet de loi sur « l'obtention d'informations » devrait être adopté le 1er juin



2005 et garantir un meilleur accès à l'information pour tous les journalistes. Le président azerbaïdjanais a également signé le 23 mars un décret sur la télévision publique, dans lequel il s'engage à transformer la télévision d'Etat en une chaîne de service public.

Au vu des informations recueillies à Bakou du 6 au 9 avril, Reporters sans frontières considère que l'enquête sur l'assassinat d'Elmar Husseynov a été conduite, pour l'instant, de façon satisfaisante sur le plan de la procédure. Cependant, l'organisation assure qu'elle sera particulièrement attentive à son évolution, notamment depuis qu'elle a été confiée aux services de sécurité. Elle espère notamment que cette enquête ne s'arrêtera pas aux exécutants mais permettra l'identification et le jugement des commanditaires. Reporters sans frontières précise que la résolution complète de cette affaire constitue un test majeur pour les autorités.

Reporters sans frontières recommande aux autorités de la République d'Azerbaïdjan :

- de faire en sorte qu'une enquête transparente et impartiale soit menée afin que les auteurs, mais aussi les commanditaires, quels qu'ils soient, soient rapidement traduits en justice ;
- de fournir aux médias et aux organisations internationales de défense de la liberté de la presse une information complète sur le déroulement et les avancées de l'enquête, dans le respect bien sûr du secret de l'instruction ;
- d'assurer une protection accrue des journalistes qui en font la demande, afin qu'un tel drame ne se reproduise plus ;
- de recevoir officiellement la veuve du journaliste afin de lui témoigner leur compassion et leur solidarité.